

suis sûr que le secrétaire parlementaire connaît ce dilemme et qu'il y a déjà songé, tout comme le ministre d'ailleurs.

Nous devons faire plus que cette mesure pour assurer la stabilité des prix agricoles. Le secrétaire parlementaire a parlé, à juste titre, de ce problème pendant la dernière partie de son allocution. Il faut maintenant que le gouvernement apporte une réponse très claire à certaines questions si nous voulons que nos agriculteurs puissent obtenir des prix stables pour leurs produits.

Nous devons savoir maintenant ce que le gouvernement actuel a fait concernant le droit compensatoire imposé par les États-Unis. Ce droit compensatoire de 5.3c. la livre, sauf erreur, a eu des conséquences désastreuses sur le cours du porc au Canada. Et il a eu des répercussions particulièrement tragiques dans la circonscription que je représente. Les producteurs de porc doivent pouvoir compter sur la protection du gouvernement.

Le chef du gouvernement du Canada a déclaré dernièrement à Québec qu'il n'avait qu'à décrocher le téléphone pour communiquer avec le président des États-Unis, qu'il pouvait lui parler quand il voulait pour discuter de questions touchant à notre pays. C'est l'occasion rêvée de prouver ce qu'il a avancé. Nous avons demandé au premier ministre (M. Mulroney), à plusieurs reprises, s'il avait téléphoné au président des États-Unis. S'est-il adressé aux autorités américaines, pour s'assurer que ces droits compensateurs ne gêneraient pas nos producteurs? Nous connaissons la réponse, simplement parce que les droits compensateurs ont effectivement été imposés. L'effet est dévastateur. Les prix se sont effondrés. Puisque vous représentez une circonscription rurale, monsieur le Président, tout comme le ministre des Travaux publics (M. La Salle) dont les discussions avec les agriculteurs sont bien connues, vous êtes certainement au fait de ces choses.

[Français]

Parce qu'on sait que le ministre des Travaux publics (M. La Salle) est célèbre pour les conversations qu'il a avec les agriculteurs. Je vois ici, par exemple: «Les producteurs de porc du Québec veulent que Roch La Salle respecte ses engagements.» Alors, on sait qu'il est intéressé à l'agriculture, peut-être moins intéressé à respecter ses engagements, mais n'empêche, monsieur le Président, que le ministre des Approvisionnement et Services, le ministre des Travaux publics, dis-je, je mélange le patronage entre les deux, monsieur le Président. Le ministre des Travaux publics, on le sait, est intéressé dans les dossiers agricoles, et les producteurs de porc du Québec, j'en suis sûr, attendent toujours leurs chèques naturellement, mais en plus de cela, les producteurs de porc du Québec et de l'Ontario, de l'est de l'Ontario . . .

**M. La Salle:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

**M. le vice-président:** L'honorable ministre des Travaux publics fait un rappel au Règlement.

**M. La Salle:** Je comprends que l'honorable député n'était pas ici l'an passé, mais l'honorable député devrait savoir que

### *Stabilisation des prix agricoles—Loi*

son gouvernement d'abord avait refusé toute aide aux producteurs de porc. Deuxièmement, dans le contexte de la subvention aux producteurs de porc, l'honorable député doit savoir qu'on a un problème . . .

**M. le vice-président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne crois pas que ce soit un rappel au Règlement. La parole est au député de Glengarry-Prescott-Russell.

**M. Boudria:** Je vous remercie, monsieur le Président, vous avez totalement raison, ce n'est pas un «point d'ordre», ce n'est même pas un bon point, monsieur le Président, parce que, comme on le sait, le point, ce sont les engagements que lui-même, le ministre, avait pris et qu'il n'a pas respectés, c'est cela le point.

Monsieur le Président, le ministre avait raison, par exemple, lorsqu'il a dit qu'il y avait des difficultés entre le Canada et les États-Unis, mais le premier ministre, on le sait, est tout près, juste la distance d'un appel téléphonique, le premier ministre l'a dit lui-même, tout ce qu'il avait à faire, c'était de prendre le téléphone, signaler à Washington, et la solution serait instantanée, juste ajouter de l'eau et la solution sort. Où est-elle la solution pour aider les éleveurs de porc? A la douane, artificiellement imposée, 5.3c. la livre pour le porc canadien? Elle n'est pas là la solution.

**M. Blais:** Avez-vous la solution?

**M. Boudria:** Je suis content, monsieur le Président, de savoir que le secrétaire parlementaire dit finalement que son premier ministre n'en a pas de solution et que lorsqu'il a dit au peuple canadien qu'il avait des solutions, suite à la conférence de Québec, en effet ce n'était pas vrai, et je suis content de savoir et j'espère qu'au moins le secrétaire parlementaire aura le courage de dire à son premier ministre qu'il n'avait pas raison et que la prochaine fois il devrait dire la vérité. Je suis content de savoir que c'est l'attitude que montre présentement le secrétaire parlementaire, je le félicite de son courage, monsieur le Président, et j'ose espérer qu'il pourra le faire lorsqu'il rencontrera le premier ministre à un certain moment. Monsieur le Président, c'est bien de voir qu'au moins un député progressiste conservateur a ce courage-là.

[Traduction]

Récemment, la Fédération de l'agriculture de l'Ontario a envoyé aux députés l'édition annuelle révisée de son manuel de politique. Ce manuel porte à l'attention des législateurs du Canada et de l'Ontario les questions qui touchent le secteur de l'agriculture. Il indique quel genre de stabilisation des prix est nécessaire. Je voudrais citer brièvement ce manuel:

Les programmes de stabilisation doivent assurer une stabilité suffisante pour que les agriculteurs puissent prendre des décisions de gestion à long terme. Un bon programme de stabilisation prévoit l'avenir; il signale les niveaux de production désirée . . .

Pour l'instant, nous ne parlons pas de la production. Je vois qu'il est presque 13 heures. Je pourrais peut-être terminer mes remarques cet après-midi.